

Le 17 juin 2012, à l'appel des organisations de jeunesse et antifascistes, des manifestants antifascistes sont descendus dans les rues pour s'opposer à une manifestation d'extrême-droite à laquelle étaient présents le Parti Populaire (PP) et Nation. Alors que ceux-ci défilaient tranquillement sous la protection de la police, les militants antifascistes, eux, ont été brutalement réprimés. Deux d'entre eux se sont retrouvés aux urgences, alors que les autres étaient emmenés aux casernes d'Etterbeek.

Les images des manifestants fracassés par la police ont provoqué une indignation générale, ce qui a obligé la ministre Milquet et le bourgmestre Thielemans à annoncer une enquête. Comme nous nous en doutions, six mois plus tard, nous n'avons toujours pas de nouvelles de cette «enquête». Par contre, les militants réprimés reçoivent, depuis le 27 novembre, des amendes administratives pour «participation à une manifestation non autorisée». Le deux poids deux mesures pratiqué par les autorités est scandaleux. L'extrême-droite, elle, était protégée par la police lui permettant de scander ses appels à la haine et ses slogans racistes.

Dans cette période de crise du capitalisme, les autorités n'ont qu'une seule réponse: l'austérité. Mais l'exclusion du chômage et la diminution des l'allocations, l'accès de plus en plus difficile au logement, la paupérisation des travailleurs et l'attaque sur l'index, la destruction de nos services publics, etc. ne sont pas des mesures populaires. Avec l'austérité vient donc aussi la répression. Aujourd'hui encore plus qu'hier, le droit de manifester est mis en danger. Face à la mobilisation croissante, les sanctions administratives sont l'un des nouveaux outils utilisés pour faire taire la contestation. Bientôt, elles serviront à criminaliser les piquets de grève et à paralyser les organisations syndicales.

Nous avons décidé de ne pas payer les amendes administratives, que nous jugeons illégitimes et dangereuses. Pour faire face à cette répression des mouvements sociaux, nous avons besoin de votre soutien. Nous appelons toutes les organisations à être solidaires avec notre lutte.

NOUS NE PAYERONS PAS, NOUS NE CEDERONS PAS FACE A LA REPRESSION.

STOP à la répression, NON au fascisme et NON à l'austérité !

Premier signataires :

JOC Bruxelles

Etudiants FGTB Bruxelles

LCR-SAP

Pour signer la pétition en tant qu'individu ou en tant qu'organisation: http://www.petitions24.net/solidarite_antifa